



Le RNI mise sur l'initiative privée et le secteur des services pour la création de l'emploi

Pour promouvoir le marché de l'emploi et la lutte contre l'informel, le RNI mise fortement sur le secteur des services. Ce secteur est un réservoir d'opportunités pour les jeunes non diplômés ou qualifications reconnues ainsi que pour les marocains sans emploi. Le parti prône également une réelle révolution dans la formation et l'incitation des jeunes à l'auto-entrepreneuriat.

La formation professionnelle pour garantir des opportunités d'emploi

Les propositions du RNI s'accordent sur la nécessité d'une réelle révolution dans le domaine de la formation professionnelle. Le parti mène un plaidoyer en faveur de la formation d'un million de jeunes sur les 5 années à venir, dans des métiers qui leur assureront un revenu.

Les RNistes sont convaincus que l'éradication du chômage n'aura pas lieu sans l'incitation à l'investissement privé, ni sans redonner confiance aux investisseurs dans le climat des affaires de notre pays. Ceci passera par la garantie d'une sécurité douanière et juridique, la réforme des centres d'investissements régionaux, ainsi que la promotion de la compétitivité des entreprises tout en consolidant les infrastructures et la logistique.

Les propositions du RNI ont apporté des nouvelles mesures incitatives pour les TPME, compte-tenu du rôle majeur que ces entreprises jouent dans la création des opportunités d'emploi.

Les nouvelles technologies au service du génie marocain

Le RNI plaide pour le lancement d'une révolution digitale en associant l'ingénierie de la débrouillardise et le génie marocain aux nouvelles technologies. Dans ses propositions, le RNI mise sur la formation et suggère dans ce sens de regrouper un grand nombre de services allant des soins à domicile aux séances d'e-learning, en passant par la plomberie et la menuiserie, etc. Le RNI propose d'accompagner, en réseau digital, un tissu de travailleurs indépendants, tout en leur facilitant l'accès au foncier, aux financements bancaires, au microcrédit ainsi que l'accès aux marchés internationaux.

Le parti appelle également à mettre en place des mesures incitatives pour la création de l'emploi dans les zones semi-urbaines dont la population ne dépasse pas 100.000 habitants.

Le RNI insiste également sur la nécessité d'une révision du système et de l'arsenal juridique de la formation continue. Cette dernière étant un droit légitime de tous les fonctionnaires et ouvriers.

A travers ces propositions, le RNI veut encourager la dynamique de l'emploi pour dépasser les contraintes de développement et pour encourager l'investissement et l'initiative privés.